

panorama

inforegio

37

Printemps 2011

La stratégie de l'UE pour la région du Danube

Une réponse conjointe aux défis communs

ÉDITORIAL

3

APERÇU

La stratégie de l'Union européenne pour une région du Danube prospère

4-7

INTERVIEWS

János Martonyi, Johannes Hahn, Hans-Peter Hasenbichler, Philip Weller

8-11

AUX QUATRE COINS DE L'EUROPE

Des projets qui donnent corps à la stratégie

12-17

LA STRATÉGIE: MODE D'EMPLOI

DES AMBITIONS COMMUNES

Travailler main dans la main pour la région du Danube

20-21

QUESTIONS RELATIVES AUX RÉGIONS

Ce que la région du Danube peut apprendre de la mer Baltique

22-23

AU CŒUR DES PROJETS

Entretiens avec les responsables de deux projets multinationaux

24-25

RÉSEAUX

RegioNetwork 2020, une communauté en ligne en expansion

26

COUVERTURE TERRITORIALE DE LA STRATÉGIE DE L'UE POUR LA RÉGION DU DANUBE

27-28

COUP D'ŒIL SUR LA RÉGION – FAITS ET CHIFFRES

29

FAITES ENTENDRE VOTRE VOIX ET AGENDA

30

Photographies (pages):

Couverture: © CE

Pages 3, 5, 6, 9, 10, 13, 20, 21, 22, 23: © CE

p.4-5-6-7: © iStockphoto

p. 8: © Ministère hongrois des affaires étrangères

p.12: © 4Biomass

p.12-13-14-15-16-17: © Ministère roumain du développement régional et du logement

p.14-15: © CIPD

p.16: © SEEERA.NET

p.11, 17: © via donau

p. 22-23: © Carmen Polo Sanz

p. 23: © Margarita Grantcharska

p.24: © Hôpital général Caithness

p.25: © Longlife



Réponse conjointe aux défis qui attendent un cinquième de l'Union européenne et plus de 100 millions d'habitants, la stratégie de l'Union européenne pour la région du Danube marche sur les traces de la stratégie européenne pour la région de la mer Baltique et se nourrit de ses bonnes pratiques.

Point de nouveaux fonds européens, point de nouvelle législation ou de nouvelles structures communautaires: en lieu et place, le souci de synergies plus étroites à tous les niveaux de pouvoir, afin de maximiser l'impact des actions et des financements.

La région du Danube a besoin de résultats. Quatre piliers fixent des objectifs prioritaires, à leur tour traduits en actions menées à travers 200 projets, dont les responsables et les délais sont connus.

Les récentes adhésions à l'Union européenne ont ouvert des perspectives dans la région.

Par exemple, l'innovation et la recherche de pointe font partie de ses atouts: la stratégie facilite le partage des connaissances et la mise en réseau afin de favoriser la croissance. La région a besoin d'infrastructures et de communications modernes pour s'ouvrir, à elle-même et au monde extérieur.

Sur le plan environnemental, le Danube abrite certaines des espèces les plus rares d'Europe. Si sa biodiversité est riche, son bassin est exposé aux risques de pollution que représentent, par exemple, une production énergétique vétuste et le déversement des eaux usées. Les inondations et pénuries d'eau sont une autre menace pour les écosystèmes fragiles et les habitants de la région.

La stratégie offre un cadre d'action concertée et durable pour s'atteler à tous ces enjeux. Mais sa réussite dépendra de la capacité des habitants de la région à entreprendre les mesures préconisées et à bâtir un avenir prospère et sûr, pour eux-mêmes et leurs enfants.

Dans cette édition de Panorama, nous examinons en détail la nature des projets que facilite la stratégie et interrogeons les experts sur leur vision de la région à l'horizon 2020 et sur l'articulation de la stratégie dans cette vision. Panorama vous propose un aperçu des rôles majeurs joués par diverses instances et de leur contribution mutuelle à la réussite souhaitée.

Dirk Ahner

*Directeur général, Commission européenne
Direction générale de la politique régionale*

LA STRATÉGIE DE L'UNION EUROPÉENNE POUR UNE RÉGION DU DANUBE PROSPÈRE

Deuxième plus grand fleuve d'Europe, le Danube relie, avec ses quelque 2 850 km, la Forêt-Noire à la mer Noire, traverse dix pays et en compte quatre de plus dans son bassin. Centrales hydroélectriques, corridor paneuropéen de transport, terre d'accueil de quelques-unes des espèces les plus rares d'Europe – les pressions exercées sur le fleuve sont souvent conflictuelles et les changements politiques intervenus dans la région n'ont pas été sans influence sur l'approche opposée aux enjeux.

Suivant le modèle de la stratégie de l'UE pour la région de la mer Baltique, la première approche macrorégionale du genre, la stratégie de l'UE pour la région du Danube exploitera les divers efforts des parties prenantes de la région, en leur donnant les moyens de créer une région sûre, prospère et équitable pour ses 115 millions d'habitants.

UNE STRATÉGIE NÉCESSAIRE

La région couvrant un cinquième de la superficie européenne, son bien-être est inextricablement lié à celui de l'Union dans son ensemble. La plupart des problèmes de la région du Danube ne connaissent pas de frontières: inondations, liaisons de transport et énergétiques, protection environnementale et défis sécuritaires, tous exigent une approche conjointe.

Les disparités économiques et le sous-investissement dans les infrastructures, héritage du début des années 1990, méritent d'être pris en charge. En raison de ses caractéristiques politiques et géographiques, la région s'expose à un impact particulièrement tangible de l'immigration, du réchauffement climatique et de la sécurité. Tout l'enjeu de la protection de la biodiversité et du patrimoine culturel rend les problèmes environnementaux d'autant plus urgents.

QUI A DÉCIDÉ QUOI?

Les pays membres de la région ont chargé la Commission de proposer un cadre de solutions efficaces pour répondre aux défis majeurs.

Initiée par la direction générale de la politique régionale de la Commission, une consultation extensive a permis de soulever une foule d'idées et de préoccupations les plus diverses. Cette initiative a été soutenue par un processus de consultation publique en ligne dans le but de développer une approche transparente qui s'attache aux priorités et englobe les solutions mises en avant par les habitants de la région, pour les habitants de la région.

Les quatre priorités mises en avant, qualifiées de «piliers», sont les suivantes: mettre en place des liaisons; protéger l'environnement; apporter la prospérité et renforcer la région.

Se voulant une structure cohérente, la stratégie représente une nouvelle forme de collaboration entre les partenaires de la région et se concentre sur la coordination des instruments financiers et politiques existants, et non sur la création de nouveaux outils, de nouvelles institutions ou d'une nouvelle bureaucratie.

La réussite à tout prix

Chaque pilier regroupe plusieurs domaines prioritaires, déclinés en actions et projets détaillés pour transformer les paroles en résultats concrets. Des coordonnateurs de domaines prioritaires, experts basés dans les ministères et agences concernés, concrétiseront les actions sur le terrain et feront office de principal canal de compte rendu et d'évaluation.

Quatre facteurs interviennent dans l'identification des actions et projets à mener:

- ils doivent s'atteler aux priorités identifiées et bénéficier d'un soutien clair;
- ils doivent avoir un impact sur la macrorégion (ou sur une importante partie de celle-ci);
- ils doivent être réalistes;
- ils doivent être cohérents et se soutenir mutuellement.

La stratégie repose sur une approche intégrée et les actions poursuivies doivent être équilibrées en vue d'atteindre les solutions les plus durables.

Mettre en place des liaisons – transport, énergie, culture et tourisme

Ce pilier se concentre autour de trois domaines prioritaires, à savoir:

- améliorer la mobilité et la multimodalité (des réseaux routiers, ferroviaires et aériens, ainsi que des voies navigables);
- favoriser la production d'énergies plus durables (couvrant les infrastructures, les marchés et l'énergie verte);
- promouvoir la culture et le tourisme, les relations interpersonnelles.

Ces objectifs peuvent être atteints grâce à une meilleure coordination des infrastructures et de l'exploitation du transport et des systèmes énergétiques, à l'échange des bonnes pratiques sur l'énergie verte et à la promotion de la culture et du tourisme dans la région du Danube.



Nous ne partons pas de zéro

La coopération a déjà commencé à s'intensifier dans la région, notamment via la politique de cohésion de l'UE et le programme transnational «Europe du Sud-Est». Environ **100 milliards d'euros** des seuls Fonds structurels ont été libérés pour la période 2007-2013.

D'autres sources de financement sont disponibles, telles que celles d'institutions financières internationales comme la Banque européenne d'investissement, et ou via les autorités nationales, régionales et locales.

TRANSPORT

Reliés par le canal Main-Danube, le Rhin et le Danube traversent 11 pays de la mer du Nord à la mer Noire. Ils sont l'épine dorsale de la région. Pourtant, le potentiel des voies navigables n'est pas pleinement exploité tout au long de cet axe important – les volumes de cargaison transportés sur le Danube ne représentent que 10 à 20 % de ceux du Rhin. La multimodalité doit également être facilitée.

Les frontières d'État des pays de la région ont considérablement évolué ces dernières années. Il en résulte un manque d'investissement dans les connexions transfrontalières, tous modes de transport confondus, mais le rail et la route sont particulièrement touchés.

Les projets proposés sous ce domaine prioritaire incluent: le retrait d'épaves et autres débris qui jonchent le lit du fleuve; des liaisons ferroviaires interurbaines plus rapides; un investissement multimodal pour la promotion de solutions de mobilité vertes.

ÉNERGIE

La région est soumise à des prix élevés de l'énergie, qui s'expliquent par un haut niveau d'importation, un transport coûteux et des marchés morcelés. Comme l'a démontré la crise du gaz en janvier 2009, l'approvisionnement énergétique n'est pas sécurisé et les modes actuels de production sont autant de sources de pollution importantes. Néanmoins, la région peut se targuer d'un savoir-faire en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables qui mériterait d'être promu et partagé utilement.

Parmi les actions, citons le développement et la mise en œuvre de projets d'interconnexions gazières nord-sud et le développement des capacités de stockage. L'exploitation des énergies renouvelables sera stimulée à travers le projet 4Biomass et la préparation du Plan d'action énergies renouvelables pour la région du Danube (Danube Region Renewable Energy Action Plan).

Aéroport Győr-Pér, principalement emprunté par les hommes d'affaires voyageant en charter, Hongrie



LA STRATÉGIE DE L'UNION EUROPÉENNE POUR UNE RÉGION DU DANUBE PROSPÈRE

CULTURE

Le Danube compte de nombreux sites touristiques et historiques. Il convient de prendre des mesures pour garantir la compétitivité et la durabilité à long terme du secteur touristique en explorant des modèles de coopération bénéfiques à la région, à travers de nouveaux développements et investissements. Quant à son patrimoine naturel et culturel unique, il fera l'objet d'une promotion plus visible et durable.

Protéger l'environnement dans la région du Danube

Ce pilier s'articule autour de trois domaines prioritaires, à savoir:

- rétablir et conserver la qualité des eaux;
- gérer les risques environnementaux;
- préserver la biodiversité, les paysages et la qualité de l'air et des sols.

Ces objectifs doivent s'inscrire dans d'autres politiques. Par exemple, les infrastructures de transport ont un impact positif sur la croissance. Cependant, à défaut d'une bonne planification, elles pourraient avoir un impact négatif sur la biodiversité et la qualité de l'eau et de l'air.

GESTION DE L'EAU

Il s'agit là d'un enjeu essentiel pour la région, en termes de qualité et de quantité. Il s'agit, notamment, de réduire la pollution causée par des matières organiques, des nutriments ou des substances dangereuses, ainsi que d'éliminer les interruptions de voies navigables ou de s'y adapter.

RISQUES ENVIRONNEMENTAUX

Le bassin du Danube compte un grand nombre de sites naturels et industriels à risque, lesquels, additionnés aux défis du changement climatique, impliquent d'accorder dans la stratégie une place centrale à l'analyse du potentiel de risque, à la capacité de réaction et aux mécanismes de réaction rapide. L'état d'urgence décrété en 2010 à la suite des coulées de boue rouge a mis en évidence l'impérieuse nécessité d'une collaboration rapide et efficace.

L'ÉCOSYSTÈME

La région du Danube possède un écosystème interconnecté et interdépendant, offrant des biens et services environnementaux d'une valeur inestimable (alimentation, fibres et eau douce, régulation de la quantité d'eau sur un territoire et protection des sols).

La région abrite une grande part des étendues sauvages d'Europe et offre des liens écologiques essentiels pour la santé environnementale générale de l'Europe. Mais son développement industriel rapide, la déforestation et la pollution mettent la région sous pression.

Parmi les actions distinguées, citons la mise en place de bandes riveraines le long du fleuve pour retenir les nutriments; le recours aux technologies les plus évoluées pour traiter les dépôts de déchets dangereux; la pleine utilisation des données issues du projet DANUBE FLOODRISK, qui soutient la restauration de zones humides pour lutter contre les inondations et met sur pied le réseau d'aires protégées, DANUBEPARKS.



Purification de l'eau en Roumanie



Bâtir la prospérité

La région du Danube est caractérisée par des disparités socio-économiques sensibles, mais aussi par des liens étroits entre les pays. Appelé à soutenir la stratégie Europe 2020, ce pilier à vocation de prospérité définit plus de 50 actions et projets concrets destinés à réduire les écarts en :

- développant la société de la connaissance par la recherche, l'enseignement et les technologies de l'information;
- soutenant la compétitivité des entreprises, notamment par l'élaboration de pôles et de réseaux;
- investissant dans les ressources humaines et les compétences.

LA COMPÉTITIVITÉ PAR LA RECHERCHE, L'ENSEIGNEMENT ET LA TECHNOLOGIE

La région peut s'enorgueillir de posséder des fers de lance dans des domaines technologiques, mais il en est d'autres à la traîne et le partage de connaissances est fondamental. La compétitivité dépend de la capacité des universités, instituts de recherche et entreprises à générer de nouvelles idées, connaissances et technologies et à les convertir en produits commercialisables.

Le soutien ciblé des infrastructures de recherche, des interactions plus étroites entre les universités, les entreprises et les responsables politiques, et une meilleure exploitation des technologies de l'information et de la communication sont essentiels pour favoriser la croissance de la région.

UNE MAIN-D'ŒUVRE QUALIFIÉE ET INCLUSIVE

Il s'impose également d'investir dans les ressources humaines, en donnant la priorité à la connaissance et à l'inclusion, afin que la région puisse connaître un progrès et une croissance durables. Les succès enregistrés dans certaines parties de la région doivent aussi servir de tremplin pour élargir l'accès à l'éducation supérieure et moderniser la formation ainsi que l'assistance sociale.

Les actions de promotion de la prospérité nécessitent, entre autres: de grouper et de coordonner les fonds de recherche afin de stimuler la recherche et le développement dans la région du Danube; de créer des centres de recherche communs pour les études avancées; de développer des programmes conjoints pour l'enseignement et la formation professionnels; de favoriser l'utilisation des services d'e-gouvernement et d'e-santé pour tous les citoyens de la région; de lutter contre la pauvreté et l'exclusion sociale des communautés marginalisées telles que les Roms.

Renforcer la région

Le pilier du renforcement de la région vise à :

- améliorer les capacités institutionnelles et la coopération;
- œuvrer de concert en faveur de la sécurité et de la lutte contre la grande criminalité et la criminalité organisée.

RENFORCER LES CAPACITÉS INSTITUTIONNELLES ET LA SÉCURITÉ

Les pays de la région ont des profils divers. État de droit, transparence, démocratie, économie de marché et stabilité politique générale ont accouché de différents régimes et traditions. La stratégie souligne l'importance d'une coordination à tous les niveaux.

Une variété d'actions sont mises en avant pour soutenir ce pilier, dont: la formation et l'échange de bonnes pratiques en matière de finances publiques; la mise sur pied de la plateforme civile «Danube Civil Society Forum»; l'élaboration de directives communes de planification spatiale.

EN SAVOIR PLUS

ec.europa.eu/regional_policy/cooperation/danube/index_en.htm

JÁNOS MARTONYI

Ministre des affaires étrangères, Hongrie

À la tête de la présidence du Conseil de l'Union européenne, la Hongrie se concentre sur la recherche, le développement et l'innovation – des domaines essentiels de la stratégie du Danube. En tant que ministre des affaires étrangères, M. Martonyi s'intéresse tout particulièrement à la stratégie.

Selon vous, à quoi ressemblera la région en 2020?

La stratégie de l'UE pour la région du Danube participe à trouver une solution coordonnée et à long terme aux défis qui ne peuvent être relevés au seul niveau national. L'approche de la Hongrie à son égard poursuit deux axes qui reflètent notre vision de la région en 2020. Nous souhaitons en premier lieu créer une région du Danube viable. Ensuite, nous voulons voir une région prospère et véritablement développée d'ici là.

La stratégie constitue un excellent outil de promotion de bonnes relations de voisinage en Europe centrale. C'est une opportunité historique. Notre collaboration à des actions communes prouvera notre capacité à nouer des liens plus étroits dans de nombreux domaines. Je suis sûr que notre coopération autour de la stratégie du Danube contribuera à améliorer sensiblement les relations entre nos pays.

Comment la stratégie contribuera-t-elle à cette vision?

N'oublions pas que la majorité des pays concernés ont été durement frappés par la crise économique et financière. La stratégie a donc un rôle essentiel à jouer pour favoriser des programmes qui contribueront à la relance économique – une tâche prioritaire, par exemple, sera d'améliorer notre utilisation des fonds existants.

Les actions et projets de relance ont été convenus de commun accord par les pays participants et la Commission, avec l'aide précieuse d'organisations professionnelles, du monde académique et de la société civile, entre autres. La stratégie est un mécanisme de coopération bien préparé pour toutes les parties prenantes.

Je suis convaincu que les projets développés en commun seront traduits en moyens concrets pour atteindre cette vision.

Quelle est, selon vous, la valeur ajoutée de la stratégie pour votre région d'Europe centrale?

La stratégie peut compter sur la participation de pays non membres de l'UE. Si nous réussissons à mettre en œuvre des projets communs, nous aurons là une remarquable opportunité de les associer aux politiques communes de l'Union. Je suis sûr que nous verrons, dans les dix prochaines années, une région du Danube bien plus intégrée, une avancée qu'aura grandement facilitée cette stratégie.

Les avantages d'une région stable et intégrée, qui crée des liens plus forts avec les Balkans occidentaux et les pays couverts par la politique européenne de voisinage, sont réels pour l'Europe centrale, mais aussi pour l'Union dans son ensemble.



« Je suis sûr que notre coopération autour de la stratégie du Danube contribuera à améliorer sensiblement les relations entre nos pays. »

JOHANNES HAHN

Commissaire européen en charge de la politique régionale

Le commissaire Hahn partage sa vision de l'avenir de la stratégie du Danube.

Selon vous, à quoi ressemblera la région en 2020?

En 2020, la région du Danube devrait offrir une meilleure qualité de vie à ses habitants, avec plus d'opportunités économiques, plus de jeunes entreprises innovantes créatrices d'emplois, un meilleur environnement et un climat culturel fécond. Je veux que chacun ait la perspective d'un travail décent et d'une vie agréable dans sa région natale.

Comment la stratégie contribuera-t-elle à cette vision?

La stratégie joue un rôle clé dans la concrétisation de cette vision. Pour ce faire, je dénombre trois principaux éléments: un soutien politique fort, une liste d'actions concrètes et une méthode de travail coordonnée.

Le soutien politique fort s'est développé au fil des mois avec la préparation de la stratégie, qui a étroitement associé les pays et partenaires de la région du Danube. Cette aide sera consolidée par le Conseil Affaires générales en avril et le Conseil européen donnera son feu vert définitif en juin de cette année. Cela signifie que les actions proposées dans le plan d'action seront soutenues au plus haut niveau politique par les gouvernements.

Afin d'opposer des résultats concrets aux principaux problèmes de la région du Danube, un plan d'action a été préparé sur la base des contributions des pays, des autorités régionales et locales, des parties prenantes et des services de la Commission européenne. Il contient environ 200 actions prioritaires qui cibleront les principaux enjeux et opportunités de la région.

En outre, et c'est probablement le plus important, la stratégie propose une méthode de travail basée sur la coopération. Les pays doivent se rencontrer régulièrement, au niveau opérationnel, pour convenir des meilleurs moyens de mise en œuvre des actions. C'est-à-dire établir les diverses tâches à réaliser, trouver les financements et garantir des avancées.

Quelle différence cela représente-t-il d'avoir la Commission à bord?

Cette stratégie a été préparée dans la foulée de l'initiative des pays du Danube, c'est à eux que revient la responsabilité de concrétiser sa mise en œuvre. Le rôle de la Commission est de les aider à atteindre les objectifs qu'ils ont définis ensemble. Par conséquent – et c'est un élément neuf dans cette stratégie – la Commission européenne sera le facilitateur de la mise en œuvre du plan d'action. Ce n'est pas un simple document de papier.

L'engagement de la Commission est important pour plusieurs raisons et en premier lieu pour aider tous les pays concernés à atteindre leurs objectifs. La Commission peut aider les États à travailler ensemble. Elle est un partenaire de confiance, crédible de par son expertise, transparente dans son travail et bien placée pour améliorer la situation d'un cinquième de la population de l'UE. La Commission peut aussi veiller au respect des règles existantes (p. ex. les directives environnementales) et favoriser l'alignement des financements européens. Enfin, la Commission peut fournir un calendrier général, un suivi, une évaluation et des conseils.

La Commission européenne, et en particulier la DG Politique régionale, s'engage à aider les pays à tirer le meilleur parti de la stratégie. Celle-ci offre à tous les habitants et à toutes les institutions de la région du Danube une formidable opportunité de tirer parti des atouts des uns et des autres.

« Je dénombre trois principaux éléments: un soutien politique fort, une liste d'actions concrètes et une méthode de travail coordonnée. »



HANS-PETER HASENBICHLER

Hans-Peter Hasenbichler est le directeur général de via donau, entreprise autrichienne de gestion et de développement des voies navigables.

Responsable d'une gestion intégrée des voies navigables sur le tronçon autrichien du Danube (navigation, écologie, protection contre les inondations), via donau organise également les activités connexes d'innovation et de développement.

Selon vous, à quoi ressemblera la région en 2020?

En 2020, le Danube sera l'épine dorsale économique et écologique de toute la région du Danube. De plus, l'intégration politique des pays des Balkans occidentaux au sein de l'UE aura marqué un important pas en avant, apportant stabilité et prospérité économique dans toute la région.

Quant au mode de transport, notre vision est conforme à la stratégie Europe 2020 de l'UE qui vise une réduction des émissions de gaz à effet de serre d'au moins 20 % par rapport aux niveaux de 1990 et une augmentation de l'efficacité énergétique de 20 % en 2020. Une part significative du trafic de marchandises aura délaissé la route au profit du Danube, exploitant le potentiel du transport par voie navigable, à savoir une faible consommation d'énergie, une plus grande capacité, de faibles émissions de CO₂ et des coûts de transport réduits.

Comment la stratégie contribuera-t-elle à cette vision?

En tant que plateforme, la stratégie de la région du Danube permettra une gestion des voies navigables pleinement intégrée, conciliant les différents profils d'utilisation de ces voies, comme le transport de marchandises, la production d'énergie, la prévention des inondations, les loisirs, le tourisme ou l'approvisionnement en eau potable.

En étroite collaboration avec la Commission internationale pour la protection du Danube (CIPD), via donau promeut la diffusion d'une approche de planification intégrée des projets de voie navigable, créant les conditions nécessaires au développement d'une navigation durable dans un environnement fluvial intact. Dans le cadre de la stratégie, l'Autriche coordonnera, avec la Roumanie, le domaine prioritaire «Améliorer la mobilité et la multimodalité/Voies navigables» au sein du pilier «Mettre en place des liaisons». Nous voyons dans cette tâche une grande opportunité de développer une navigation respectueuse de l'environnement sur le Danube.

Comment sera atteint l'objectif de la stratégie visant à augmenter le transport de marchandises sur le fleuve de 20 % d'ici 2020 par rapport à 2010?

Il faut, d'une part, optimiser l'entretien quotidien des voies navigables afin de comprimer les budgets investis dans des projets d'infrastructure et, d'autre part, garantir un bon niveau de navigabilité sur le Danube en retirant les obstacles toujours présents.

À cette fin, il s'impose de renforcer la coopération transfrontalière dans le domaine de la gestion des voies navigables (ce processus est déjà en cours dans le cadre du projet NEWADA financé par l'UE). Au-delà des problèmes d'infrastructures fluviales et portuaires, d'autres mesures sont nécessaires dans des domaines comme la politique du transport, la modernisation de la flotte, la télématique (systèmes d'information fluviale), l'innovation, la logistique ou l'enseignement et la formation.

POUR EN SAVOIR PLUS

www.via-donau.org/index.php

« En 2020, le Danube sera l'épine dorsale économique et écologique de toute la région du Danube. »



PHILIP WELLER

est secrétaire exécutif de la Commission internationale pour la protection du Danube (CIPD), Vienne, Autriche.

Philip Weller gère la CIPD, cette plateforme qui unit les efforts des 14 plus grands pays du Danube et de la Commission européenne dans la réalisation de leurs engagements pour une meilleure qualité et gestion de l'eau dans le bassin du Danube.

Selon vous, à quoi ressemblera la région en 2020?

La région du Danube présente une très grande diversité, qu'elle soit géographique, écologique, culturelle ou économique. C'est l'eau qui relie la région et, ce qui m'intéresse surtout, c'est de savoir à quoi ressembleront les eaux du Danube et ses affluents en 2020.

Au cours des vingt dernières années, la qualité des eaux du Danube s'est fortement améliorée et je suis convaincu que, d'ici 2020, grâce au travail que sont en train d'accomplir les pays dans le cadre de la mise en œuvre du Plan de gestion du bassin du Danube, elles seront encore plus propres et plus salubres qu'aujourd'hui. Un traitement des eaux usées adéquat dans toutes les communautés, des détergents de vaisselle et de lessive sans phosphate, une production agricole soucieuse des ressources aquatiques, et l'aménagement de passes à poissons près des usines hydroélectriques et des barrages – chaque aspect est essentiel.

Comment la stratégie contribuera-t-elle à cette vision?

La stratégie du Danube a déjà porté ses fruits en attirant l'attention politique sur la nécessité d'un développement dans le Danube basé sur la protection et la restauration de l'environnement. Ce n'est qu'en préservant et en restaurant de bonnes conditions écologiques dans la région et dans les eaux du Danube que nous pourrons atteindre un développement efficace et durable, et ce principe est ancré dans la stratégie. Le plan d'action associé à la stratégie prévoit une série de projets majeurs qui participeront à cet objectif.

Les considérations écologiques doivent intervenir dans les décisions d'autres secteurs car l'environnement ne peut être abordé isolément.

Quel rôle jouera la CIPD dans la mise en œuvre de la stratégie?

La Commission internationale pour la protection du Danube (CIPD) est une institution créée sur le modèle de la Convention de protection du Danube. Elle offre aux pays une plateforme de coopération en matière de gestion de l'eau. Elle s'y emploie depuis douze ans.

La CIPD s'investit corps et âme pour s'assurer que la stratégie Danube favorise le développement de la région dans le respect de bonnes conditions écologiques, au service d'un développement social durable et efficace. La CIPD veillera en particulier à l'instauration d'un dialogue nécessaire entre les intérêts de l'agriculture, du transport et de l'énergie, afin que ces secteurs se développent sans perdre de vue la protection et la préservation d'une bonne assise écologique.

POUR EN SAVOIR PLUS

www.icpdr.org/



« Les considérations écologiques doivent intervenir dans les décisions d'autres secteurs. »

NOUVEAU POTENTIEL POUR LA PRODUCTION THERMIQUE ET ÉLECTRIQUE

L'Agence autrichienne de l'énergie, partenaire du projet 4Biomass pour l'Europe centrale, offre aux autres partenaires du projet une expertise testée et éprouvée dans le domaine de la bioénergie. La stratégie du Danube établit des liens avec une foule d'autres partenaires potentiels dans la région, dont des pays non membres de l'UE qui possèdent une longue tradition d'approvisionnement en chauffage collectif via des usines à grande échelle.

Chef de file de l'énergie renouvelable

Dans le domaine relativement neuf de la biomasse, l'Autriche peut s'enorgueillir d'un bon pedigree. Les communautés locales ont été promptes à renforcer le contrôle de leur production énergétique et les usines de biomasse sont désormais très répandues, principalement spécialisées dans l'approvisionnement de chauffage. Tandis que d'autres pays n'en sont qu'aux balbutiements de leur technologie dans ce domaine, les entreprises de biomasse autrichiennes sont d'ores et déjà en mesure de partager leur savoir-faire.

Élargir le cercle de la coopération

L'Agence autrichienne de l'énergie est l'un des neuf partenaires (issus d'AT, CZ, DE, HU, IT, PL, SI et SK) du projet 4Biomass, lancé fin décembre 2008. Sa mise en œuvre s'inscrit dans le cadre du programme «Central Europe» cofinancé par le FEDER. Présentant d'emblée une vision positive de la coopération, il ouvre de nombreuses perspectives d'identification de nouveaux partenaires à travers la stratégie. L'UE soutiendra et permettra des visites techniques en Autriche, des échanges de savoir-faire et des initiatives de formation pour les partenaires dans la région du Danube.

Nouvelles opportunités pour la production d'électricité

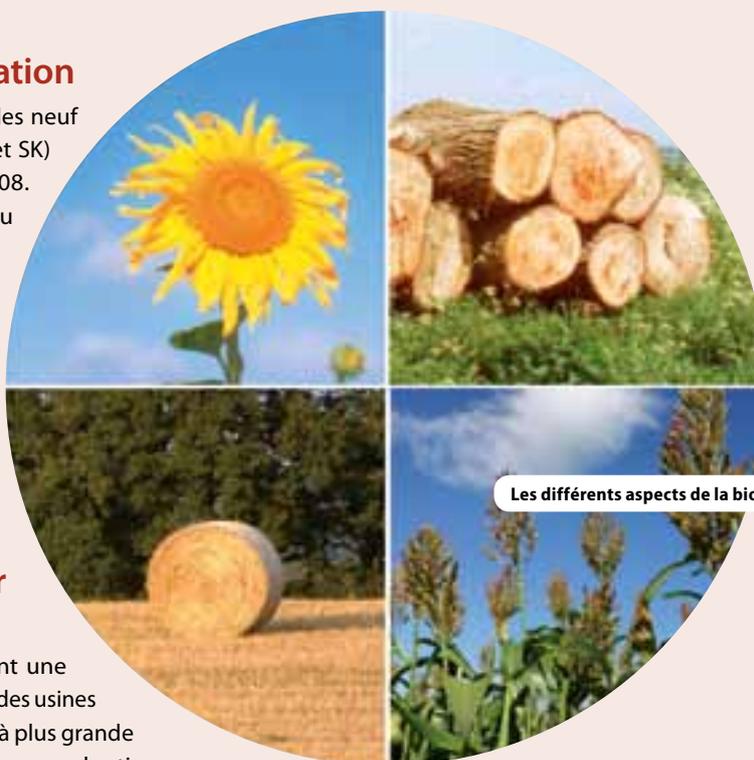
Les pays de la région du Danube possèdent une longue tradition de production thermique par des usines de district et ont souvent intégré leurs usines à plus grande échelle dans une économie planifiée. Cette approche tisse aujourd'hui d'intéressants liens de coopération, à l'heure où ces usines à plus grande échelle offrent un plus grand potentiel de production d'électricité à partir de la biomasse.

Nouvelles perspectives de marché

Moment clé dans ce travail, un atelier transnational sur le commerce de la biomasse en Europe centrale, organisé en octobre 2010, a réuni de nombreux orateurs, du Canada à l'Ukraine. Les partenaires 4Biomass ont pu recevoir des informations de première main sur le commerce et les perspectives de marché de la biomasse, ainsi que sur l'impact environnemental de son transport et les nouveaux développements du produit. Le commerce de la biomasse est appelé à prospérer dans un futur proche, tant à l'échelle européenne que mondiale. Des critères de durabilité, en cours d'élaboration, joueront ici un rôle essentiel et des ateliers comme celui-ci permettent aux acteurs commerciaux de conserver leur longueur d'avance.

POUR EN SAVOIR PLUS

www.4biomass.eu



Les différents aspects de la biomasse

MONTÉE EN PUISSANCE DES CROISIÈRES SUR LE DANUBE

Déployant ses 2 800 km de la Roumanie à l'Allemagne, le Danube a toujours été une attraction touristique. Aujourd'hui, de nombreux nouveaux développements le placent en tête des croisières fluviales européennes. La stratégie de l'UE pour la région du Danube réunira les organismes de tourisme afin de maximiser les opportunités de voyage et de découverte, embrassant diverses cultures, capitales, religions et langues.

Depuis plus de 40 ans, la Commission de tourisme du Danube (*Danube Tourist Commission*, DTC) soutient et promeut les opportunités de tourisme sur le Danube et ses environs. Le professeur Gerhard Skoff, président de la DTC, pointe de nombreux aspects de son travail qui ont renforcé la valeur commerciale du tourisme. «La saison des croisières s'étale désormais sur toute l'année, pas seulement pendant la traditionnelle période d'avril à octobre. Les navires passent moins de temps à quai, ils représentent un investissement beaucoup plus intéressant.»

S'inspirer des succès du passé

Chaque année, de nouveaux parcours et destinations sont ajoutés, et les offres de vacances concentrent un plus large éventail d'activités. On prévoit pour les seuls amarrages à Passau, en Allemagne, une hausse d'environ 700 en 2010 à 2 000 en 2011, parallèlement à la popularité croissante des croisières.

Il a fallu s'atteler aux problèmes politiques et d'infrastructure au lendemain des changements qui ont redessiné la région dans les années 1990. Des institutions neutres comme la DTC sont très précieuses pour rassembler les différents acteurs de l'industrie touristique, évoquer franchement les problèmes et faire pression sur les gouvernements pour opérer des changements politiques.

La valeur ajoutée de la stratégie

La stratégie européenne pour la région du Danube confirme et soutient le travail permanent visant à renforcer le secteur touristique grâce aux croisières fluviales. La DTC a une grande expérience pratique des problèmes rencontrés, tels que les procédures administratives requises pour les équipages.

En facilitant le dialogue entre les nombreuses autorités et compagnies de croisière concernées, on ouvre aussi la voie à des transactions commerciales plus rapides et plus simples, qui encouragent les compagnies tout autant que les touristes.

Les retombées positives sur le tourisme sont tangibles – la DTC réserve aux visiteurs un accueil chaleureux et un séjour sûr dans la région. La stratégie sera cruciale pour promouvoir la sensibilisation au tourisme le long du fleuve et renforcera bien à propos les contacts permanents entretenus par la DTC.

POUR EN SAVOIR PLUS

www.danube-river.org



La Stephansplatz à Vienne

LE POUVOIR UNIFICATEUR DE L'EAU

La Commission internationale pour la protection du Danube (CIPD) sait l'importance de rallier les pays à la cause de l'eau. Bon nombre d'activités ont un impact sur la qualité de l'eau, parmi lesquelles la production hydroélectrique, l'agriculture et la navigation fluviale. La CIPD forge des liens avec chacun d'eux afin de veiller à la préservation et à l'amélioration des écosystèmes aquatiques uniques. Aujourd'hui, la stratégie de l'UE pour la région du Danube met son travail en lumière, offre un support concret et une plus grande visibilité à ses priorités environnementales.

Une législation européenne forte

La CIPD est chargée de coordonner la mise en œuvre de la directive-cadre sur l'eau dans le bassin du Danube. Elle gère 14 pays partenaires, dont des États membres de l'UE et des pays voisins, aux situations économiques et politiques diverses. Preuve de son succès, chaque pays partenaire n'a pas manqué d'engagement politique dans le cadre de la Convention sur la protection du Danube et du plan de gestion conclu par tous les partenaires fin 2009.

Un passage libre pour les poissons

De nombreux problèmes traversent les frontières nationales, comme la migration des espèces de poissons. L'esturgeon est menacé d'extinction, et une action urgente s'impose pour lui garantir un habitat convenable le long des centaines de kilomètres du fleuve qu'il parcourt durant son cycle de vie. Les changements apportés à la structure morphologique du fleuve, comme la construction d'un barrage, peuvent perturber complètement les schémas de migration des poissons. La stratégie du Danube devrait à présent initier des études sur la restauration de la migration des poissons, par exemple en amont et en aval des zones du barrage des Portes de Fer, ainsi que retirer des centaines d'obstacles qui jonchent le bassin.

Pas de bureaucratie supplémentaire

Raimund Mair, expert technique de la gestion du bassin du fleuve à la CIPD, souligne l'importante coopération internationale et interindustrielle dans la zone. «Il n'y a pas besoin de nouvelles institutions, mais la stratégie met en évidence la question de la qualité de l'eau en rapprochant les organisations existantes.» La production hydroélectrique est souvent considérée comme respectueuse de l'environnement, or elle a aussi un impact environnemental, notamment sur les habitats aquatiques. Ces débats sont au centre du travail de la CIPD, qui cherche à dégager les meilleurs accords possibles.

Pas d'argent frais

La stratégie met plus intensément en lumière le mode d'allocation des fonds existants. Grâce à ses contacts interindustriels, la CIPD défend une «réflexion commune» entre politiques environnementales, objectifs et développement économique.

POUR EN SAVOIR PLUS

www.icpdr.org



Petit poisson, grande priorité

GESTION ÉCOLOGIQUE DES INONDATIONS DU FLEUVE TISZA

En Hongrie, la politique de lutte contre les inondations élabore une nouvelle approche. Il y a deux ans, un travail était initié sur une gestion des inondations plus contrôlée et respectueuse de l'environnement. Des systèmes naturels permettent de répartir dans les alentours les niveaux d'eau élevés d'une saison, au bénéfice des systèmes d'irrigation, d'une agriculture respectueuse de l'environnement et des habitats des zones humides.

Historique de la gestion des inondations

Au cours des cent cinquante dernières années, la gestion des inondations s'est généralement attachée à lutter contre les éléments de la nature, notamment en construisant progressivement des berges plus élevées pour contenir les niveaux d'eau croissants et limiter les inondations. Bien que le fleuve Tisza soit l'un des moins régulés du bassin du Danube, les politiques de gestion du fleuve ont toujours privilégié des solutions artificielles telles que des réservoirs, avec leur lot de conséquences environnementales négatives, comme l'envasement du lit du fleuve.

Une technologie moderne basée sur une nature intemporelle

«Plutôt que d'opposer une lutte permanente contre des forces naturelles, on propose désormais des mesures qui exploitent la capacité de la zone locale à absorber l'eau excédentaire», explique le Dr Béla Borsos de Szövet (Alliance for the Living Tisza). Les niveaux d'eau élevés du printemps et du début de l'été doivent être déversés dans des canaux et dirigés vers les polders via des écluses, où les terres agricoles exercent un pouvoir de rétention naturel.

Ces mesures rendent davantage d'espace au fleuve, créent de nouvelles zones humides et protègent la biodiversité. Elles rééquilibrent l'utilisation des sols, se détournant des cultures de rapport pour revenir à une plus grande production d'herbages et d'animaux d'élevage. Leur impact économique général profite à l'agriculture, tout en augmentant les opportunités de tourisme naturel et de loisirs.

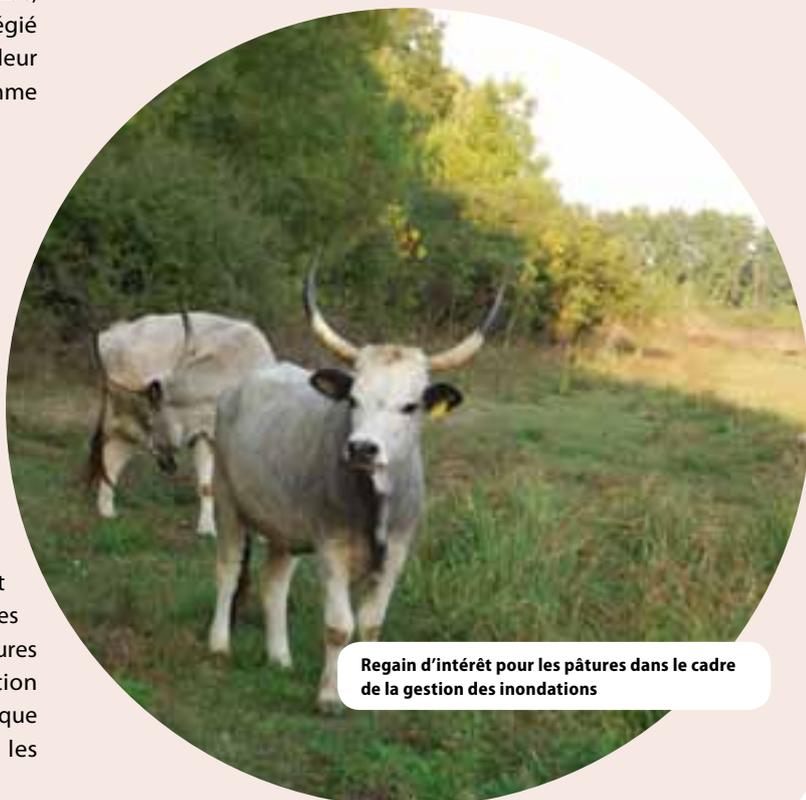
Une gestion attentive du débit permettrait de minimiser le risque d'inondation. Les zones urbaines bénéficieront toujours d'une protection supplémentaire, en particulier celles qui se sont développées ces dernières années au-delà de leurs frontières naturelles.

Étendre les réseaux à travers la stratégie

Le projet du fleuve Tisza est géré en Hongrie par Szövet, dans le giron de la CIPD, et donne aux experts impliqués l'opportunité d'accéder à une expertise bien plus vaste et à des informations de portée européenne. Cinq pays (la Hongrie, la Roumanie, la Serbie, la Slovaquie et l'Ukraine) collaborent d'ores et déjà dans le cadre de la stratégie de gestion des inondations et les participants envisagent de mener de nouveaux projets cofinancés par l'UE pour étendre la technologie à l'ensemble du territoire hongrois ainsi qu'en Slovaquie.

POUR EN SAVOIR PLUS

<http://hanyitarozo.hu/en/what-vtt>



Regain d'intérêt pour les pâtures dans le cadre de la gestion des inondations

AUX QUATRE COINS DE L'EUROPE

DE NOUVEAUX PARTENARIATS DE RECHERCHE POUR LA COOPÉRATION AVEC L'EUROPE DU SUD-EST

L'Espace européen de la recherche s'étend au-delà de l'UE, grâce à la coopération croissante avec les pays des Balkans occidentaux. En faisant de la science, de la technologie et de l'innovation une priorité dans la stratégie du Danube, la coopération en matière de recherche en appellera une autre. Les deux initiatives WBC-INCO.NET et SEE-ERA.NET Plus, toutes deux financées par le 7e PC, en sont de beaux exemples.

Les économies du savoir se développent dans les Balkans occidentaux. La coopération, et une coopération dépassant le cadre de la recherche de base pour évoluer vers une recherche appliquée, accouche d'applications commerciales qui contribuent à une croissance et à une prospérité durables.

Le projet WBC-INCO.NET coordonne les politiques de recherche et d'innovation dans les Balkans occidentaux et avec les pays de l'UE. La coopération est favorisée par la plateforme de pilotage de la recherche pour les pays des Balkans occidentaux, lancée en 2006. Le projet est un instrument clé de la coopération multilatérale dans et avec les Balkans occidentaux en matière de STI.

SEE-ERA.NET Plus implique les ministères et les organismes de financement des pays des Balkans occidentaux et soutient les appels à projets de recherche: 23 projets impliquant 107 institutions ont été retenus dans le cadre du dernier appel conjoint; les financements issus de 14 pays sont complétés par la CE.

POUR EN SAVOIR PLUS

www.see-era.net
www.wbc-inco.net

CONSERVER UNE LONGUEUR D'AVANCE SUR LE CRIME ORGANISÉ

La criminalité transfrontalière est un problème dans la région du Danube. Le Centre SECI (*South East European Cooperative Initiative, Initiative de coopération pour l'Europe du Sud-Est*) soutient les efforts de lutte contre la criminalité transfrontalière, par la mise en commun de l'information et de l'expertise.

Rendre la région du Danube plus attrayante pour les investisseurs exige, comme partout ailleurs, de lutter contre la criminalité. Les 13 pays membres du Centre SECI unissent leurs efforts pour atteindre cet objectif.

Le Centre offre un soutien de coopération aux services de douane et de police nationaux. Il permet également d'échanger des informations en toute sécurité. Différents pays sont responsables d'un groupe de travail spécifique, où ils mettent en commun leurs ressources et stratégies. Depuis 1999, de nombreuses enquêtes coordonnées ont été entreprises.

Le Centre est également bien placé pour disposer d'une vue sur l'activité criminelle et donner des conseils sur les menaces du crime organisé. En décembre 2010, la situation criminelle générale actuelle, y compris l'évaluation des menaces qui pèsent sur la région dans son ensemble, a fait l'objet d'un rapport complet. Le Centre SECI est un partenaire d'Europol.

POUR EN SAVOIR PLUS

www.seccenter.org

Les réseaux de recherche s'étendent rapidement dans les Balkans



UNE PLANIFICATION INTÉGRÉE POUR REHAUSSER L'AMÉNAGEMENT DU FLEUVE

Le transport fluvial est en mesure de répondre à la croissance commerciale en Europe de l'Est et du Sud-Est, mais les intérêts économiques doivent s'accompagner de gains environnementaux. Le projet intégré d'aménagement du fleuve sur le Danube, à l'est de Vienne, confié à via donau, est la preuve que les usagers du fleuve agissent de concert pour bâtir l'avenir.

Le transport par voie navigable (TVN) est souvent le grand gagnant économique et environnemental, devant le transport routier ou aérien. Pourtant, la navigation transporte moins de 10 % du fret dans la région du Danube.

Partant de ce constat, cinq projets pilotes créent de meilleures conditions environnementales en restaurant le courant de l'eau entre les bras du fleuve et le fleuve principal et en recréant des rives en gravier et des zones d'eaux calmes où des berges artificielles avaient été auparavant aménagées. Un sixième projet pilote entend tester s'il est possible de réduire l'érosion en ajoutant de plus gros graviers dans le lit du fleuve. Une nécessité pour restaurer les niveaux de la nappe phréatique et garder des connexions plus proches entre le fleuve et ses plaines inondables.

Le projet intégré d'aménagement du fleuve associe toutes ces mesures au réaménagement de brise-lames le long du tronçon.

Durée du projet:

Projets pilotes: 1996 – approx. 2013

Projet intégré d'aménagement du fleuve: après 2013, période de construction approx. 8-9 ans

Aide européenne via LIFE et TEN-T:

Depuis 2000, projets pilotes jusqu'à 50 % (LIFE / TEN-T), mise en œuvre tranche principale jusqu'à 20 % (TEN-T)

Budget total:

225 millions d'euros (coûts de base)

Pour la mise en œuvre de la tranche principale et des deux derniers projets pilotes qui partagent le même budget national et décision de financement TEN-T.

Gains commerciaux

Le maintien de la navigation durant les périodes de basses eaux et la diminution des coûts d'entretien du fleuve contribuent à répondre à la demande commerciale croissante et réduisent les droits de douane. Une situation qui renforce la compétitivité du fleuve face à d'autres modes de transport et répond aux opportunités commerciales en hausse.

Gains environnementaux

Cette nouvelle approche durable de l'aménagement du fleuve inclut la reconstitution de rives en gravier et de zones d'eaux calmes, tandis que les bras du fleuve, aujourd'hui coupés, seront reconnectés au Danube. Ces conditions plus naturelles protègent et créent de nouveaux habitats pour la flore et la faune, et offrent un environnement plus attrayant pour tous les usagers du fleuve.

Un bel exemple de collaboration

Ces projets pilotes dirigés par via donau ont amené différents groupes à travailler ensemble. Ingénieurs, experts en navigation, écologistes et urbanistes, tous ont eu la même voix au chapitre. Le groupe de pilotage réunit toutes les parties prenantes et a été reconnu comme un gisement de meilleures pratiques pour d'autres initiatives le long du Danube. Les principes établis jouent déjà un rôle clé dans la conception et la gestion d'autres projets.

POUR EN SAVOIR PLUS

www.via-donau.org

Tous les usagers du fleuve s'associent pour se bâtir le plus bel avenir



LA STRATÉGIE: MODE D'EMPLOI

La stratégie doit viser les résultats. Une coopération renforcée permettra de mieux utiliser les politiques et financements existants. Le travail doit être mené à tous les niveaux, avec les combinaisons nécessaires d'institutions, de secteurs et de pays. La clé du succès réside dans l'engagement démontré à la fois par les autorités et les parties prenantes.

CONSULTATION

Un **forum annuel** sera organisé pour évoquer le travail, s'interroger sur les actions revues et développer de nouvelles approches. Y participeront les États, les institutions européennes et les parties prenantes (notamment les organes intergouvernementaux, le secteur privé et la société civile).

POINT DE NOUVEAUX FONDS EUROPÉENS, POINT DE NOUVELLE LÉGISLATION OU DE NOUVELLES STRUCTURES COMMUNAUTAIRES

La Commission prépare la stratégie à condition qu'elle n'entraîne pas de traitement spécial, budgétaire ou juridique, pour la région. Plus particulièrement:

- la stratégie ne libère pas de nouveaux fonds européens. L'accent est mis sur un meilleur usage des fonds existants;
- la stratégie n'exige pas d'amender la législation européenne, car l'UE légifère pour l'UE-27 et pas pour une seule macrorégion. En cas d'accord, des changements pourraient être envisagés au niveau national ou autre en vue d'objectifs spécifiques;
- la stratégie n'entraîne pas la création de nouvelles institutions européennes. Les instances actuelles sont responsables de la mise en œuvre et doivent collaborer le plus étroitement possible.

COORDINATION DE LA POLITIQUE

La **Commission** coordonne la politique en concertation avec le **groupe de haut niveau**, composé de représentants des pays concernés.

En cas de désaccord, son rôle d'acteur indépendant lui permet d'engager un dialogue constructif.

MISE EN ŒUVRE

Les actions identifiées dans la stratégie visent chacune un objectif, concrétisé à travers des projets, dont les responsables, les calendriers et les financements sont définis. Chaque domaine prioritaire est coordonné par des pays de la région.

Ces **coordonnateurs de domaines prioritaires** veillent à la mise en œuvre du plan d'action en s'accordant sur sa planification – objectifs, indicateurs et délais à l'appui – et en s'assurant de la réelle coopération entre les promoteurs du projet, les programmes et les sources de financement. Ils fournissent également une assistance technique et des conseils.

Les coordonnateurs travaillent en concertation avec la Commission ainsi qu'avec les agences de l'UE et les organes régionaux concernés.

FACILITATION

La **Commission**, aidée par les **points de contact nationaux**, joue un rôle de facilitation. L'objectif est de faire progresser le travail. Les points de contact nationaux permettront une coordination à l'échelle nationale, en identifiant les contacts pertinents et, surtout, en avançant sur les aspects pratiques du travail.

COMPTE RENDU ET ÉVALUATION

Ces deux tâches incombent à la **Commission**, en partenariat avec les **coordonnateurs de domaines prioritaires** et d'autres parties prenantes.

Les coordonnateurs de domaines prioritaires suivront l'évolution des progrès et examineront si les actions et projets atteignent leurs objectifs. Sur cette base, la Commission rédigera un rapport et des recommandations, qui seront validés en concertation avec les parties prenantes dans le cadre d'un forum annuel.

FINANCEMENT: VEILLER À COMBINER SUBVENTIONS ET EMPRUNTS.

La stratégie est mise en œuvre en mobilisant et en alignant les fonds existants sur ses objectifs, de manière appropriée et conformément aux cadres généraux.

En effet, d'importants montants sont déjà disponibles via de nombreux programmes de l'UE (p. ex. 100 milliards d'euros issus des Fonds structurels 2007-13, ainsi que des fonds IAP et IEVP).

Des fonds sont également mis à disposition par des institutions de financement internationales telles que la BEI: 30 milliards d'euros pour la période 2007-09 et des ressources nationales, régionales et locales.

TRAVAILLER MAIN DANS LA MAIN POUR LA RÉGION DU DANUBE

Pour faire de la stratégie de l'UE pour la région du Danube un succès, nombre d'acteurs institutionnels se sont joints à l'initiative, offrant leur expertise. «Des ambitions communes» met en exergue le rôle de certains de ces acteurs clés.

Améliorer la mobilité et la multimodalité

Le premier pilier de la stratégie englobe des actions qui mettent en place des liaisons au sein de la macrorégion, par l'amélioration des connexions de transport. Selon la direction générale (DG) Mobilité et transports de l'UE, les réseaux transeuropéens de transport (RTE-T) occupent dans ce contexte une place centrale: «La plupart de nos 30 projets prioritaires ont un impact sur la région du Danube. Notre premier objectif est de finaliser ce que nous avons commencé, en associant toutes les parties prenantes et autorités aux niveaux local, régional et national.»

La stratégie contribuera à mettre en place des liaisons internes au sein de la macrorégion, mais aussi à améliorer son accès depuis l'extérieur. La multimodalité est le mot d'ordre: la DG veut réunir les conditions d'un service de transport optimal.

Les projets RTE-T comprennent l'extension d'axes ferroviaires et autoroutiers ainsi que des mesures visant à améliorer la navigabilité du Danube. D'autres mesures ciblent pour leur part les aéroports et les ports régionaux sur le Danube.

Protéger l'environnement

Matière transversale s'il en est, les objectifs environnementaux ne se cantonnent pas dans un pilier de la stratégie. Leur pertinence est aussi réelle pour les trois autres – connectivité, prospérité et capacité institutionnelle.

La DG Environnement se concentre sur la mise en œuvre de l'acquis environnemental de l'UE et de sa politique dans la région du Danube. Elle intervient pour promouvoir la cohésion territoriale, l'intégration de l'environnement dans les autres politiques sectorielles et le rôle de la société civile.

Les projets menés dans la région du Danube dans le cadre du programme LIFE de la DG Environnement incluent la restauration des rives du Danube en Autriche et le projet Szigetköz pour la planification d'une gestion durable de l'eau et des sols. D'autres initiatives ciblent les zones protégées et les espèces vulnérables, à l'instar du pélican dalmatien dans le Delta du Danube.

Développer le savoir et la compétitivité par l'innovation

Le troisième pilier de la stratégie prône des actions qui apportent la prospérité. Promouvoir la compétitivité de la macrorégion repose en premier lieu sur le développement d'une société du savoir et de l'innovation. Ces choix sont essentiels, car ils forment l'épine dorsale de la stratégie Europe 2020. Les actions coordonnées par la DG Recherche et innovation de l'UE doivent permettre aux universités, aux centres de recherche et aux entreprises d'exploiter leur plein potentiel d'innovation, avec des actions de renforcement des capacités pour promouvoir la collaboration interrégionale et internationale et prévenir la fuite des cerveaux. Un domaine de recherche consacré au Danube sera stimulé et intégré à l'Espace européen de la recherche.

Par exemple, des actions planifiées prévoient la création de réseaux partenaires dans la région, des investissements dans les infrastructures de recherche et le développement de pôles.



Gestion des déchets en Roumanie



Coopérer avec les pays voisins

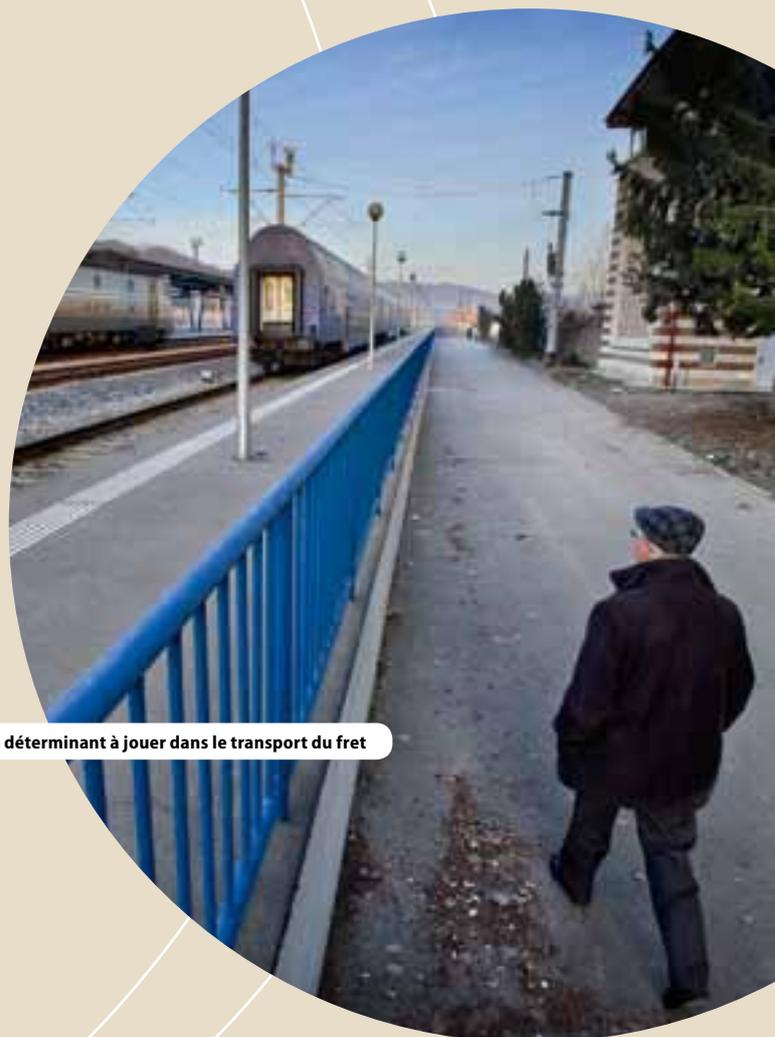
Aucun des objectifs de la stratégie ne peut être atteint si les efforts s'arrêtent aux frontières de l'Union: à travers l'approche macrorégionale, les États membres, des pays candidats et potentiellement candidats à l'adhésion ainsi que des pays non européens peuvent tous tirer profit de la stratégie et y contribuer. La DG Élargissement de l'UE s'attelle à maximiser l'engagement des Balkans occidentaux. Ce travail se reflète, par exemple, par l'ajout d'une clause permettant l'inclusion de nouveaux pays voisins à un stade ultérieur.

Des ressources financières sont accordées aux pays sur la voie de l'adhésion via l'instrument d'aide de préadhésion (IAP), une aide qui peut être utilisée pour des projets s'inscrivant dans le cadre de la stratégie. «De par l'approche ascendante de la stratégie, il revient aux pays d'identifier les actions les plus intéressantes à leur égard et de suggérer des projets conformes à leurs priorités.» Les domaines prioritaires sont toujours coordonnés par un État membre, souvent en association avec un État non membre.

Test grandeur nature pour le modèle macrorégional – La perspective du Parlement européen

Le Parlement européen a été associé à la conception de la stratégie et restera un partenaire tout au long de sa mise en œuvre. Le «MEP Danube Forum» se veut une plateforme pour les parties prenantes désireuses d'améliorer la cohésion dans la région du Danube. En janvier 2010, il a adopté une résolution conjointe appelant la Commission à organiser des consultations et à présenter une stratégie pour la région avant fin 2010.

«La stratégie de l'UE pour le Danube, comme celle pour la mer Baltique, est un test grandeur nature pour le modèle macrorégional et pour une coopération territoriale efficace», explique la députée roumaine Silvia-Adriana Țicău, présidente du forum. «Nous espérons que la stratégie contribuera de manière significative à améliorer la coordination entre les autorités et les organisations actives dans la région du Danube ainsi qu'à apporter prospérité, développement durable, emploi et sécurité dans la région.»



Le rail a un rôle déterminant à jouer dans le transport du fret

POUR EN SAVOIR PLUS

RTE-T:

http://ec.europa.eu/transport/infrastructure/index_en.htm

Programme LIFE:

<http://ec.europa.eu/environment/life/index.htm>

Instrument d'aide de préadhésion (IAP):

http://ec.europa.eu/enlargement/how-does-it-work/financial-assistance/ipa/index_fr.htm

CE QUE LA RÉGION DU DANUBE PEUT APPRENDRE DE LA RÉGION DE LA MER BALTIQUE

La toute première macrorégion de l'UE, qui couvre la région de la mer Baltique, a plus d'un an aujourd'hui. Si sa création fut un réel défi, de nombreux projets phares sont aujourd'hui mis en œuvre dans le cadre d'une nouvelle stratégie complète pour la région. Les enseignements tirés du processus sont injectés dans la région du Danube et sa stratégie, qui sera formellement adoptée en juin 2011.

La stratégie européenne pour la région de la mer Baltique (SUERMB) est la première stratégie macrorégionale du genre de l'UE. Adoptée par la Commission européenne et officialisée par le Conseil européen en octobre 2009, elle couvre huit États membres de l'UE. La stratégie entend s'attaquer aux problèmes communs dans la région de la mer Baltique – sur les plans de l'environnement, de l'économie, de l'énergie et du transport – en associant et en uniformisant les politiques européennes.

À présent que la SUERMB est opérationnelle, les experts de la politique régionale de l'UE sont prêts à en tirer les conclusions. En évaluant les aspects positifs et négatifs, ils espèrent donner de l'impulsion à la stratégie de l'UE pour la région du Danube (SUERD), la deuxième macrorégion européenne.

Définir le processus

«Un enseignement évident est l'importance du processus», déclare un membre de l'équipe de la Commission européenne chargée de superviser la stratégie pour la région du Danube. «Il est essentiel, aux fins de coordination et de coopération, d'impliquer d'emblée les bonnes personnes et les pays, régions et associations ad hoc. Ils doivent piloter le processus, certains pays prenant la tête de certaines matières et créant les bons réseaux de coopération.»

Il s'agit ici de mettre à profit le «processus de gouvernance multiniveau» de l'UE. Cela implique aussi d'obtenir l'engagement politique au plus haut niveau des États membres, chaque acteur de la stratégie devant respecter ses engagements.

La stratégie de la région de la mer Baltique s'articule autour de 15 domaines prioritaires, contre 11 pour la stratégie de la région du Danube, axés sur les liaisons de transport et les réseaux énergétiques, l'environnement, le développement socio-économique et la sécurité. Preuve que cette nouvelle

macrorégion a déjà profité de l'examen de son cousin du nord, les coordonnateurs de domaines prioritaires pour la région du Danube ont été identifiés rapidement et de manière plus structurée.

Diffuser les résultats

Il est également important de publier dans les plus brefs délais les résultats concrets d'une stratégie macrorégionale. Ils soulignent la valeur d'une politique macrorégionale aux yeux du public et des responsables politiques, tout en motivant chaque acteur de la stratégie.

Les premiers résultats des projets de la stratégie de la région de la mer Baltique ont été présentés lors d'une conférence en octobre 2010. Ils portaient sur l'état d'avancement en termes de purification des émissions de navires, d'amélioration de la capacité de réaction aux déversements accidentels de pétrole en mer et de transfert modal route-mer pour le transport de fret.

«Une macrorégion doit être flexible et intégrer des projets régionaux et nationaux, nouveaux et existants,» déclare le point de contact de la Commission. «L'impact doit être visible.» De plus, au-delà d'un modèle de résolution de leurs problèmes, beaucoup de parties prenantes voient aussi les stratégies macrorégionales comme une nouvelle méthode de travail garante de plus d'efficacité et de résultats.

Tout le monde à bord

La stratégie de la région du Danube profite de l'expertise et de la coopération renforcée entre tous les services de la Commission issues du processus SUERMB. Par ailleurs, les pays de la région de la mer Baltique sont groupés autour d'une mer, tandis que les pays de la région du Danube se déploient le long d'un tracé linéaire. Leur collaboration sera donc légèrement différente, ils ne partageront pas tous les mêmes priorités. Ce qui souligne qu'il ne peut exister un modèle européen pour toute nouvelle macrorégion. Il est néanmoins un enseignement clé: les macrorégions joueront un rôle majeur dans l'approfondissement de la cohésion régionale européenne.

POUR EN SAVOIR PLUS

http://ec.europa.eu/regional_policy/cooperation/baltic/
http://ec.europa.eu/regional_policy/cooperation/danube/index_en.htm



Comparaison de deux importantes macrorégions de l'UE

Stratégie pour la région de la mer Baltique	Stratégie pour la région du Danube
Première macrorégion de l'UE	Deuxième macrorégion de l'UE
8 pays de l'UE	8 pays de l'UE
3 pays non membres de l'UE	6 pays non membres de l'UE
100 millions d'habitants	115 millions d'habitants
15 domaines prioritaires	11 domaines prioritaires
50 milliards d'euros de fonds de la politique de cohésion (2007-13)	100 milliards d'euros de fonds de la politique de cohésion (2007-13)

AU CŒUR DE NOS PROJETS

À chaque édition, Panorama présente deux projets sous l'angle des personnes qui les dirigent. Nous examinons les hauts et les bas de la gestion d'un projet financé par le FEDER. De précédents articles sur ces deux projets peuvent être consultés dans les éditions 33 et 35 du magazine Inforegio Panorama.

PROJET 1

AU CŒUR DU PROJET «COMPETITIVE HEALTH SERVICES»

Faits et chiffres

Un peu moins de 1 million d'euros a été investi dans le projet «Competitive Health Services» entre janvier 2008 et décembre 2010, dans le cadre du programme Périphérie Nord.

Un effort supplémentaire qui porte ses fruits

L'éloignement n'est plus synonyme d'isolement pour les patients qui vivent dans les régions les plus reculées d'Écosse, de Finlande, d'Irlande, de Norvège et de Suède. Les écarts autrefois handicapants sont désormais comblés grâce à l'enthousiasme des partenaires et aux innovations de la télémédecine. Nous vous présentons ici les réactions de deux des acteurs centraux du projet, le docteur Juha Korpelainen, neurologue à l'hôpital universitaire d'Oulu (Finlande), et M. David Heaney, chargé de recherche principal au Centre de santé rurale (Écosse).

David, comment décririez-vous la participation des partenaires écossais au projet?

«L'installation de l'équipement de vidéoconférence mobile au sein des services rénaux de l'hôpital Raigmore d'Inverness et de l'hôpital général Caithness de Wick s'est avérée fastidieuse et a nécessité une grande persévérance, mais sa valeur est indéniable. La liaison vidéo permet à présent de relier l'unité satellite de Wick au service rénal principal d'Inverness. La réduction des temps de trajet pour le personnel et les patients n'est qu'un des avantages les plus tangibles. Le personnel de Wick collabore aussi désormais plus étroitement avec ses collègues d'Inverness.»

Avez-vous dû essayer des revers? Si oui, comment les avez-vous surmontés?

«Le déclin économique nous a incités à chercher des solutions rentables pour les régions peu peuplées. Nous nous sommes aussi assurés que le NHS achète effectivement l'équipement nécessaire, de sorte qu'il restera en place au terme de la phase pilote. Forts de ce succès, nous étendons à présent les liaisons à deux nouveaux services rénaux, dont un sur une île isolée.»

Juha, ce serait dommage que cela s'arrête ici. Y a-t-il des choses qui survivront au projet?

«Nous nous plaçons aujourd'hui dans un objectif de durabilité. Nous nous préparons à acquérir en commun des logiciels et équipements spécialisés, qui nous permettront d'offrir des services flexibles aux habitants de nos régions les plus reculées.»

Quels sont, selon vous, les principaux enseignements que vous avez tirés de la conduite d'un projet financé par la politique régionale?

«Je pense que nous aurions dû être plus vigilants en termes de sélection des services à tester, s'agissant de l'étape la plus essentielle, notamment pour ce qui est du développement de services durables.»

M. Heaney comme M^{me} Korpelainen conviennent de la dimension fondamentale d'une communication efficace pour ce projet transnational. «Le projet a démontré l'importance de l'aspect humain,» explique M. Heaney. «Ce fut un défi de taille à relever avec autant de partenaires, mais la compréhension des problèmes transnationaux est notre récompense.»

POUR EN SAVOIR PLUS

www.ehealthservices.eu



La télédiagnostic en action au Caithness General Hospital, Écosse

PROJET 2

AU CŒUR DE LONGLIFE

Faits et chiffres

Quelque 2,4 millions d'euros sont investis dans le projet Longlife, initié début 2009 et prévu jusque fin 2011.

Définir les standards pour les bâtiments du futur

Sachant que les bâtiments résidentiels sont responsables de 40 % des émissions d'énergie et de CO₂ produites en Europe, le potentiel des économies d'énergie est énorme. Le projet Longlife, qui bénéficie du soutien du programme de la région de la mer Baltique (PRMB), est né de la volonté de voir comment les efforts conjugués de l'Allemagne, du Danemark, de la Lituanie et de la Pologne peuvent faire la différence.

Le PRMB promeut le développement régional à travers une coopération transnationale. Onze pays entourant la mer Baltique travaillent main dans la main pour trouver des solutions communes à des problèmes partagés. Nous avons rencontré la directrice de communication du projet Longlife, M^{me} Marianna Kiefel, qui nous informe des progrès engrangés ces six derniers mois.

Comment le projet a-t-il évolué depuis notre dernière rencontre?

Après de nombreuses analyses et comparaisons, nous avons établi des points de référence pour un bâtiment Longlife. Les partenaires préparent actuellement un prototype commun de bâtiment résidentiel fabriqué en blocs de construction. Ceux-ci seront disposés dans une base de données catalogue, qui constitue l'ensemble du prototype. Les partenaires de chaque pays peuvent ainsi construire des projets pilotes adaptés à leur situation locale.

Quels sont, selon vous, les bénéfices directs de cette harmonisation?

En harmonisant les standards de construction dans la région de la mer Baltique, nous permettons que devienne réalité un marché commun à cette région. Les standards contribueront à minimiser les coûts de cycle de vie de nos bâtiments. Longlife est aussi désormais en contact avec d'autres projets, qui visent le même objectif d'efficacité énergétique. Nous transformons ces contacts en un pôle d'énergie au sein de la région de la mer Baltique.

Cela semble formidable, avez-vous dû essayer des revers en cours de route?

Malheureusement, oui, avec la perte de certains associés frappés par la crise économique. La réorganisation qui s'en est suivie a été considérable. Heureusement, la motivation des partenaires restants nous a permis de tenir bon. Nous avons aussi rencontré des organisations désireuses de travailler aux côtés des équipes nationales. Nos partenariats très soudés et notre étroite collaboration nous ont aidés à atteindre nos objectifs.

Quels principaux enseignements tirez-vous de la conduite d'un projet de politique régionale?

J'ai appris qu'il est possible de réunir un réseau transnational qui présente un risque limité pour les partenaires participants, malgré les contretemps qui peuvent émailler le parcours. Pour ce qui est des inconvénients, je dirais qu'il peut être difficile pour des petits partenaires de gérer un tel projet, car ils ont peu de chance de disposer de suffisamment d'actifs circulants.

Que reste-t-il à développer au niveau de Longlife?

Nous préparons actuellement le prototype Longlife, dont les résultats seront présentés lors de notre dernière conférence, en novembre 2011 à Potsdam, en Allemagne. Bien sûr, nous inviterons d'autres projets du pôle énergétique afin d'augmenter nos chances d'une nouvelle collaboration dans la région de la mer Baltique.

POUR EN SAVOIR PLUS

www.longlife-world.eu/project_en.html



Les participants au projet présentent Longlife 1 et Longlife 2

REGIONETWORK 2020, UNE COMMUNAUTÉ EN LIGNE EN EXPANSION

Vous gérez un projet transnational et rencontrez des difficultés? Ou peut-être vous intéressez-vous à la problématique des risques naturels en Méditerranée?

Des forums de discussion sur la stimulation de la croissance dans les régions aux aides concrètes en matière de suivi de l'innovation, RegioNetwork 2020 est une plus-value pour quiconque souhaite faire progresser le bien-être de sa région.

Le site compile les dernières mises à jour, groupes, bonnes pratiques et offre la possibilité de suivre une région ou un individu – l'information que vous recherchez n'est donc jamais bien loin. Vous y trouverez même une liste de postes vacants, alors si vous avez envie de changement...

Le réseau a été lancé par le commissaire Hahn en octobre 2010. Il se veut une plateforme de collaboration en ligne pour les représentants de régions européennes et autres personnes intéressées par la politique régionale de l'Union européenne. À ce jour, en ce début d'année 2011, le site affiche une belle croissance, avec 900 membres individuels et 40 membres régionaux.

Aux utilisateurs d'en faire un succès

L'équipe de la Commission en charge du réseau espère que les visiteurs cerneront bien tous les avantages de leur participation. «C'est formidable de constater la hausse constante du nombre d'utilisateurs, ainsi que l'interaction croissante sur le site. Nous avons pu apporter quelques améliorations sur la base d'une première réaction des utilisateurs. Nous espérons donc que les gens verront dans le site un moyen utile d'implication dans la politique régionale et dans la collaboration.»

Mais aussi bien structuré soit-il, le succès du site ne dépend que de la communauté qui l'utilise. Dès lors, si vous souhaitez discuter à bâtons rompus de certaines idées, découvrir comment

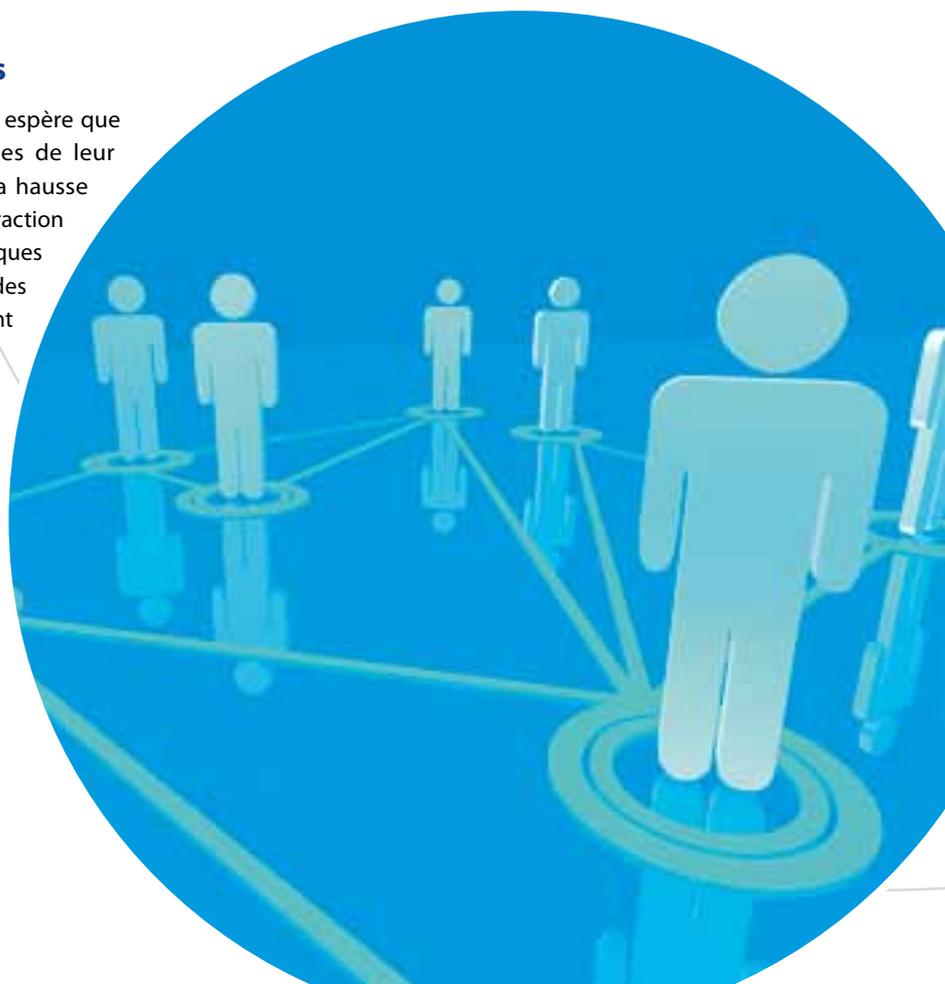
d'autres ont résolu les problèmes qui sont les vôtres aujourd'hui, partager vos meilleures pratiques pour inspirer vos collègues ou simplement vous faire une idée de certains des sujets les plus sensibles qui touchent votre région, inscrivez-vous, participez et faites entendre votre voix!

Pour faire de RegioNetwork 2020 une véritable plateforme utile et dynamique, nous invitons les régions et les individus à nous rejoindre et à partager leurs idées et pratiques.

Alors, inscrivez-vous et faites-en l'expérience dès aujourd'hui!

POUR EN SAVOIR PLUS

www.regionetwork2020.eu



COUP D'ŒIL SUR LA RÉGION – FAITS ET CHIFFRES



PIB/habitant (SPA), 2008

Index, Danube Region = 100



Sources: Eurostat, INS

0 400 Km
© EuroGeographics Association for the administrative boundaries

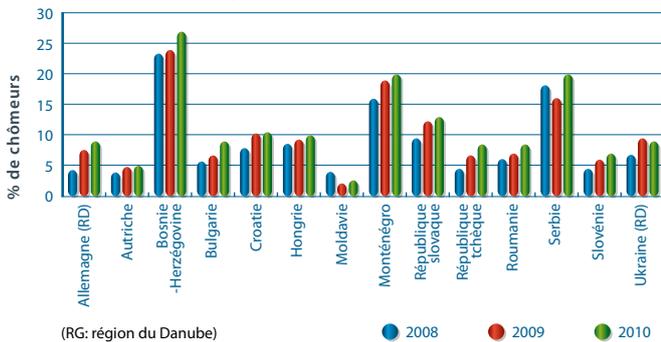
Comme l'indique la carte, la région présente de très grandes disparités. On y trouve côte à côte les régions les plus prospères et les plus pauvres de l'UE. La stratégie de l'UE pour la région du Danube s'attaquera à ces disparités en mettant en commun toutes les opportunités de la région, par exemple le tourisme (graphique ci-dessous).

Croissance du PIB, 2009 et 2010*



Source: estimations de la Banque mondiale*

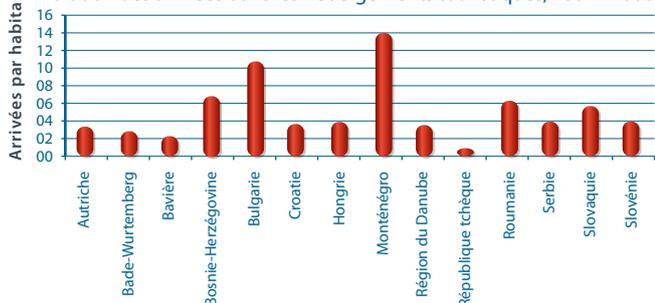
Taux de chômage



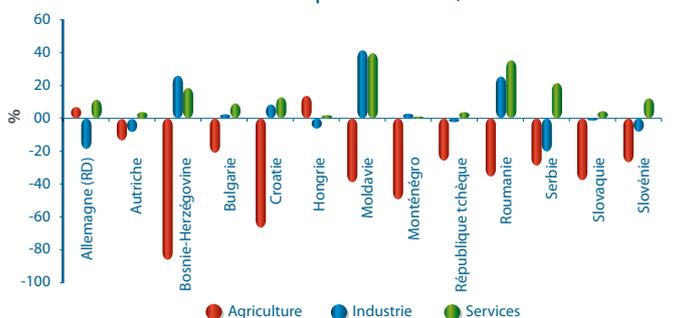
(RG: région du Danube)

● 2008 ● 2009 ● 2010

Évolution des arrivées dans les hébergements touristiques, 2004 - 2008



Évolution du taux d'emploi sectoriel, 2000 - 2008



DATES 2011	ÉVÉNEMENT	LIEU
28 avril	Conférence sur les petites et moyennes entreprises, le marché intérieur	Budapest (HU)
28-29 avril	Conférence Europe centrale et du Sud-Est «La stratégie de l'UE pour la région du Danube – avec une attention spéciale pour la gestion des sols et de l'eau et l'environnement»	Gödöllő (HU)
29 avril	Sommet du Danube à Vukovar	Vukovar (HR)
19-20 mai	Réunion informelle du ministre en charge de la cohésion territoriale	Gödöllő (HU)
23-24 juin	Les régions, actrices du changement économique et prix RegioStars	Bruxelles (BE)
24-26 juin	Conférence «Au fil du Danube – Portes de Fer – Le Danube inférieur – nouvelle destination d'affaires et de tourisme»	Belgrade-Vidin (SER-BG)
29 juin	Journée du Danube	
10-13 octobre	Journées portes ouvertes: Investir dans l'Europe de demain: les villes et régions assurent une croissance intelligente, durable et inclusive	Bruxelles (BE)

De plus amples informations sur ces événements sont disponibles sous la rubrique Agenda de notre site Inforegio: http://ec.europa.eu/regional_policy/conferences/agenda/index_fr.cfm

Site web de la présidence hongroise: www.eu2011.hu/fr

L'édition d'été de Panorama, à paraître en juin, sera consacrée au transport dans le cadre de la politique régionale.

Si vous souhaitez voir aborder des sujets spécifiques de la politique régionale dans les prochaines éditions de l'Inforegio Panorama, n'hésitez pas à nous contacter à l'adresse:

regio-panorama@ec.europa.eu

KN-LR-11-037-FR-C

ISSN 1608-3903

© Union européenne, 2011
Reproduction autorisée, moyennant mention de la source.



■ Office des publications

Commission européenne, direction générale de la politique régionale
Communication, information et relations avec les pays tiers
Raphaël Goulet
Avenue de Tervueren 41, B-1040 Bruxelles
Courriel: regio-info@ec.europa.eu
Internet: http://ec.europa.eu/regional_policy/index_fr.htm